FINANCES

DEUX LEÇONS POUR LE CANADA

A un dîner qui lui a été offert à Ottawa le colonel Grant Norden a adressé quelques paroles frappées d'un grand intérêt et d'un bon jugement. Le point le plus intéressant pour les Canadiens concerne la possibilité de réalisation du projet d'amalgamation des grands intérêts miniers et sidérurgiques des provinces maritimes avec les entreprises encore plus vastes des rois britanniques de l'acier. Ses observations au sujet de deux faits récents touchant la situation économique et financière de la Grande-Bretagne peuvent aussi être prises à voeu par les autorités en matière politique et commerciale du Dominion. L'un de ces faits consiste dans la suppression presque complète des restrictions du temps de guerre sur le commerce, la production et la distribution et sur les affaires et la finance en général. "Nous avons beaucoup de restrictions en Angleterre lorsque survint l'armistice"; dit le colonel Norden, "et des efforts furent faits pendant les six mois qui suivirent pour conserver un grand nombre d'entre elles. Nous avons également voté à la dernière session une loi, appelée loi des Profits excessifs, mais elle n'a eu aucun succès. Aujourd'hui, en Angleterre, tout contrôle a pratiquement été aboli; par suite la nation est en train de revenir rapidement aux conditions normales et nos exportations augmentent chaque mois dans une proportion telle qu'elles étonnent l'univers et qu'elles obligent nos voisins du sud à s'asseoir et à se frotter les yeux."

Après avoir rappelé le nombre considérable des mergers industriels qui se sont effectués en Angleterre depuis la fin de la guerre, le colonel en vint à parler des gigantesques consolidations financières qui ont eu lieu. "Lorsque les grandes banques commencèrent à s'amalgamer, parce que voyant la nécessité d'accorder des crédits beaucoup plus grands que jamais, elles constataient qu'il leur fallait augmenter la force de leurs institutions, il y eut un cri général en Angleterre qu'un trust de l'argent allait être créé. Une des commissions les plus importantes qui aient jamais été nommées en Angleterre étudia la question à fond, et approuva entièrement la conduite du gouvernement qui avait autorisé ces consolidations. Aujourd'hui nous n'avons que cinq grands établissements de banque en Angleterre, mais le public n'a jamais été aussi bien servi qu'aujourd'hui. On pensait que les petits déposants auraient à en souffrir. Il a été prouvé que c'était faux et au contraire le petit déposant est mieux protégé que jamais. Ce qui était cependant absolument nécessaire, c'était de financer les grandes entreprises industrielles du pays, pour leur permettre de retrouver les affaires qu'elles avaient perdues pendant la guerre. Ces consolidations ont mis nos banques à même d'éviter ce qui aurait pu devenir une situation économique très grave en Angleterre et ont rendu possible le succès phénoménal avec lequel l'industrie britannique a reconquis sa place sur le marché mondial."

Ces déclarations au sujet de ces deux phases de pro-

grès d'après guerre de la Grande-Bretagne constituent une leçon utile pour ceux qui contrecarrent éternellement les lois naturelles et immuables qui gouvernent le commerce, l'industrie et la finance. Plus tôt toutes les restrictions artificielles disparaîtront, mieux cela sera pour la prospérité du Canada et pour le bien-être de toutes les classes de ses citoyens.

Il est malheureux de voir parfois exprimer l'opinion que le Canada est devenu assez puissant pour se séparer de l'Empire et devenir une nation indépendante. Ceux qui résident en ce pays savent combien cette idée est saugrenue et considèrent que ceux qui la propagent ne réfléchissent certainement pas aux conséquences. Pas un Canadien à jugement droit ne commettrait l'erreur de vouloir changer de condition actuelle du Canada pour en faire une nation en dehors de l'Empire Britannique.

On a perdu quatre millions de journées de travail

D'après les statistiques établies pour 1919 il a été fait en Canada, par suite des grèves, un immense gaspillage qui peut probablement supporter favorablement la comparaison avec les autres pays, bien qu'on ne puisse en connaître les chiffres. Le temps perdu l'année dernière en Canada a été cependant plus grand que dans aucune autre année précédente, s'il faut en croire le rapport que vient de publier le Ministère du Travail. En comptant les huit qui ont débuté en 1918, il y a eu un total de 298 grèves et lock-outs en Canada pendant l'année 1919. Le nombre d'employés intéressés a été de 138,988 et le nombre des patrons de 1,913. Le nombre total des journées de travail perdues a été de 3,942,189. Le dernier rapport qui date de quelques années indiquait un chiffre de 2,046,650 journées de travail perdues en 1911.

Il y a eu plusieurs grèves importantes qui ont grandement contribué au montant de temps perdu. Parmi celles-ci il faut citer la grève générale de sympathie à Winnipeg du 15 mai au 26 juin embrassant (suivant les chiffres du Ministère du Travail) 22,360 employés et une perte de 924,562 journées de travail, la grève des mineurs de charbon dans le district 18 du 24 mai à fin août comprenant 6,266 employés et une perte de 462,879 journées de travail; la grève générale de sympathie à Amherst, N.E., du 19 mai au 16 juin comprenant 771 employés et une perte de 17,466 journées de travail; la grève des mineurs de Kirkland Lake, Ont., du 12 juin au 16 octobre comprenant 625 employés et une perte de 56,176 journées de travail et la grève de la construction à Montréal du 2 septembre au 24 novembre comprenant 2000 employés et une perte de 113,000 journées de travail. La grève de Winnipeg a entraîné également une perte de temps considérable par suite de grèves de sympathie qui ont éclaté en dehors de la ville.

Si on les classe par causes, sur 298 grèves, 223 avaient pour motif les salaires, 12 la reconnaissance de l'union. Il y a eu aussi 15 grèves de sympathie. La statistique démontre que 157 grèves se terminèrent en faveur des employés et 85 en faveur des patrons. Vingt-trois furent réglées par compromis et trente restèrent sans solution définie.